

Les thérapies de conversion à l'Assemblée nationale



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 06 octobre 2021

Source [Boulevard Voltaire] L'affaire était dans les tuyaux depuis quelques années. Le gouvernement a engagé la procédure accélérée sur ce texte le 14 septembre. L'Assemblée nationale examine, ce mardi, la [proposition de loi n° 4021](#) destinée à sanctionner « les pratiques, les comportements ou les propos répétés visant à modifier ou à réprimer l'orientation sexuelle ou l'[identité](#) de genre, vraie ou supposée, d'une personne et ayant pour effet une altération de sa santé physique ou mentale ».

Des « thérapies de conversion » destinées à « guérir » des jeunes de leur homosexualité seraient à rendre explicitement et spécifiquement illégales. En 2018, la députée Laurence Vanceunebrock-Mialon souhaitait déposer une proposition de loi en ce sens. Pourtant, de l'[aveu même des zélateurs](#) de l'homosexualisme si prompts à dénicher de l'homophobie partout, il est compliqué de recueillir le témoignage de l'existence de telles thérapies en France.

[Juristes pour l'enfance nous alerte](#). Première pierre d'achoppement : qui détermine quelles sont les vraies et fausses identités de genre ? Le seul sujet concerné ? Ses parents ? Un docteur ? Un psychiatre ? Un psychologue ? Le délégué local du lobby LGBT-YUIOP ?

La dysphorie de genre existe. Son occurrence dans la population augmente, peut-être en partie par [mimétisme](#). Le lobby précité souhaite imposer que rien ne s'oppose à la transition sociale et la transition physiologique qui a pourtant des conséquences médicales parfois funestes et irréversibles. Le législateur semble vouloir lui donner raison.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)